

La marche et l'escalier

Le problème : comme dans beaucoup de pays sans doute, il existe en Algérie des enseignants vacataires et contractuels qui ne sont pas intégrés à l'Education nationale, donc à la Fonction publique. Ils peuvent comme ça jouer les vacataires pendant des années, combler les absences, faire le boulot comme il se doit, sans avoir aucune assurance de conserver leur emploi. Ils ne savent pas d'une année à l'autre s'ils seront réintégrés. La seule assurance, négative pour eux, est celle de la précarité de leur emploi.

Cette précarité a des conséquences fâcheuses sur le système scolaire de façon générale. Les besoins grandissant, il faut agir pour sortir de la situation actuelle marquée par un scandaleux sous-encadrement des effectifs. On parle du recrutement de 28 000 enseignants à l'issue du concours fin avril auquel devront se soumettre un million de candidats. C'est dire l'échelle des besoins...

La solution (officielle) : le ministère en charge des secteurs où se pose ce vieux problème, subordonne l'intégration, parcimonieuse qui plus est, à la réussite d'un concours. Ce qui a priori n'est pas une aberration.

Le hic : les enseignants et la structure syndicale dans laquelle ils se sont rassemblés (Comité des enseignants contractuels et vacataires) pour exprimer leurs revendications ne l'entendent pas de cette oreille. Ils estiment pour l'essentiel que trois ou quatre années d'enseignement, en tant que contractuels ou vacataires, mal payés et au tire-boulettes selon des dizaines de témoignages, valent tous les concours du monde. Lequel concours doit être réservé aux débu-

tants. Commentaire d'un enseignant à ce propos : «Vacataire depuis quatre ans, je suis censé faire mes preuves en me faisant recevoir au concours. Or ces preuves, je les ai faites, sans quoi, je n'aurais pas été repris l'année d'après. Et là, pour être titularisé, on me demande de passer le concours avec mes propres élèves».

Devant l'attitude cambrée de la Fonction publique sur ce dossier, c'est forcément le clash. Visiblement, tous les efforts pour la sortir de l'immobilisme n'ont pas abouti. Au mieux, et quand ça proteste, on envoie la police faire le boulot. Et la justice qui, dans ces cas-là, sait recouvrer une célérité prodigieuse !

Pour autant, même s'ils reçoivent des coups sur la tête à chaque tentative de s'élever contre la précarité de leur emploi, et si le seul lieu pour cela est le prétoire, ils ne ruent pas dans les brancards.

Ils obéissent à une pédagogie de la revendication. Rien n'y fait. Alors, ils ont décidé de passer à la vitesse supérieure.

Il y a de quoi s'étonner en lisant ça et là dans la presse que ces enseignants se sont «radicalisés». Pourquoi un tel qualificatif ? Parce qu'ils ont décidé de recourir à ce moyen de lutte pacifique qu'est la marche ? C'est ça que l'on nomme radicalisation ?

A l'appel de leur comité et soutenus par d'autres syndicats dont le Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (CELA), 1 000 ou 1 500 (Ah ces batailles de chiffres) enseignants de différentes wilayas se sont retrouvés dimanche 27 mars devant la Direction départementale de l'éducation nationale de Béjaïa. Le but ? Une marche sur Alger en suivant le

tracé de la Route nationale 26. Soit quelque 280 kilomètres à parcourir à pied. Ils l'ont nommée marche de la «Dignité». Ce moyen de lutte est le plus démocratique et le plus pacifique qui soit. Ils marchent, en clamant leurs revendications pour l'intégration, l'amélioration du système scolaire et contre la répression policière, seule réponse courante qu'ils obtiennent.

Ils promettent que si cette marche laisse insensible et sourde la tutelle, ils passeront à la vitesse supérieure : la grève de la faim ! Pas sûr cependant que leurs interlocuteurs aient la lucidité et l'humanisme de réagir positivement à une grève de la faim, recours désespéré, s'ils ignorent superbement une marche pacifique et disciplinée.⁽¹⁾

A l'heure où ces lignes s'écrivent, la marche a déjà amplement atteint son but. Du moins l'un de ses buts, recueillir la sympathie de la population, concernée par ce qui touche à l'école. Les journaux nous informent que les marcheurs sont soutenus par les habitants des endroits qu'ils traversent et le flot des protestataires est augmenté d'autant. Le CELA déclarait que «la population est survoltée par le silence des autorités devant la lutte et la ténacité de ces jeunes pour leur intégrité».

Il reste maintenant à atteindre l'autre objectif, celui d'avoir le soutien d'autres syndicats.

On ignore quels seront les résultats pratiques de cette marche. Mais le seul fait qu'elle ait été entreprise dément cette sinistrose selon laquelle, en Algérie, la vie sociale et politique ne connaît que les luttes de clan, de sérail, et qu'en face, on a une société totalement anesthésiée, dépolitisée, soumise dans un aplâtrisme qui se contente des



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

miettes de la rente. Archifaux. Les mouvements de fond qui travaillent la société algérienne, ignorés des politiques, l'œil rivé exclusivement sur le gouvernail et ses oscillations, façonnent sans qu'on y prenne garde quelque chose qui ne pardonnera pas à ceux qui ratent la marche. Ils rateront l'escalier.

A. M.

1) Avant même que les marcheurs n'arrivent à Alger, on apprend que M^{me} Benghebrat a obtenu un accord de principe de la direction de la Fonction publique pour la valorisation des années d'expérience des vacataires dans le concours de recrutement.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@hakimlaalam](https://twitter.com/hakimlaalam)



Le vacarme odieux de la laverie géante !

En 1999, Abdekka a exigé d'être adoubé par les zaouïas. En 2016, Khelil a reçu l'extrême onction de la zaouïa de Djelfa.

Tout le monde a compris ou je fais un dessin ?

Chut ! Ne faites pas de bruit. Je suis là, terré dans mon appartement. Pourquoi je me cache dans le noir ? Parce que maintenant, j'en suis sûr, ils sont là ! J'ai des preuves de leur présence. Non ! Je ne divague pas, et les fumées de thé n'ont rien à voir là-dedans. Prenez ma télé. Depuis quelques heures, lorsque je l'allume, elle fait un bruit de... machine à laver ! Oui, M'sieur, oui M'dame ! Une télé qui produit le son d'une grosse machine à laver dont le tambour serait lancé à toute allure. D'où ce noir dans lequel je suis plongé. Je n'ose plus allumer mon téléviseur. A un moment, cartésien jusqu'au bout des ongles, j'ai cherché l'explication logique à ce phénomène. Une interférence électrique ? Des câbles en chevauchement ? N'importe quoi ! Il me fallait un minimum de rationalité pour que je ne perde pas la tête. J'ai donc pris mon courage à deux mains, et toujours dans le noir, je me suis dirigé vers la... machine à laver ! Et oui ! Il me fallait en avoir le cœur net ! J'ai allumé la lessiveuse. Et devinez quoi ? Un bruit de télévision ! Mon dieu ! J'ai vite

débranché la machine à laver, quitté la salle de bain, et suis revenu me terrer dans un coin du salon. Sous une table. Retenant mon souffle, de peur que mon souffle ne produise lui aussi un son de laverie, de pressing géant, j'ai juste promené mon regard apeuré sur la pièce. Et mon regard est tombé sur le... climatiseur. Là, j'avoue que j'ai censuré mon envie de vérifier, mon souci du cartésianisme. Non ! Je n'ai pas allumé la clim pour voir si elle produisait un bruit de machine à laver ou de télévision. Courageux, peut-être. Téméraire, jamais ! Et là, toujours tapi dans mon salon, je rédige. Oui, j'écris ces lignes, je crache cette chronique. Mais, avec la peur au ventre. Parce que je rédige sur mon micro-portable. Et dans un coin de ma cervelle maintenant emballée, a surgi cette question angoissante : et si mon lap-top se mettait lui aussi à produire le son d'une blanchisserie ? D'une immense blanchisserie. Ça vous semble ridicule ? Trop gros ? Incroyable ? Et surtout hautement improbable ? Pourquoi, tout à l'heure, avant que je ne vous raconte et vous en apporte la preuve, vous auriez cru vous cette histoire de télé-machine à laver ? Non, bien sûr ! Alors, fumez du thé et restez éveillés à ce cauchemar des Grands Lavois de la République qui continue.

H. L.